

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déjà répondu à ce genre de question et il a souligné que le ministère des Affaires extérieures et notre ambassade ont déjà fait de nombreuses instances et qu'ils continueront d'en présenter à ce sujet.

M. Atkey: Le très honorable premier ministre tient-il compte du fait que le prisonnier a lui-même demandé, par l'intermédiaire de sa famille, l'intervention du très honorable représentant?

M. Trudeau: Oui, monsieur l'Orateur, je suis au courant de ce fait.

* * *

LES AFFAIRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES

LA CONFÉRENCE SUR LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OUEST—LA RÉPONSE DES PROVINCES ATLANTIQUES À L'INVITATION

M. Tom Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. A-t-il reçu des réponses des provinces de l'Atlantique au sujet de l'invitation qui leur a été faite d'assister à la Conférence de l'Ouest, surtout celle faite au premier ministre Regan qui a très éloquemment expliqué au ministre des Transports sa compréhension des problèmes de transports qui seront étudiés lors de cette conférence?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il n'y a pas que les quatre provinces de l'Ouest qui ont été invitées à envoyer des représentants à cette conférence. Je n'ai pas un compte exact des décisions qui ont été prises par les diverses provinces, notamment, la Nouvelle-Écosse qui est si habilement dirigée par le premier ministre Regan...

M. Hees: Vous êtes un véritable comédien, Pierre.

M. Trudeau: Je vais certainement obtenir une réponse à cette question et je pourrai peut-être fournir des détails demain.

M. Bell: Ma question s'adresse au ministre des Transports. A-t-il répondu à l'habile premier ministre de la Nouvelle-Écosse qui a vertement critiqué sa politique en matière de transport?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ignore si le député était à la Chambre hier, mais je crois avoir répondu à cette question qu'a posée le chef de l'opposition.

M. l'Orateur: La présidence accordera la parole au chef de l'opposition pour une question supplémentaire puis au député de New Westminster.

Questions orales

LES TRANSPORTS

PROVINCES ATLANTIQUES—LE RAPPORT DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, le ministre des Transports peut-il dire à la Chambre quand il compte recevoir un rapport du comité composé de fonctionnaires, dont l'un des siens est président, au sujet de la question soumise à ce comité par le ministre et les quatre premiers ministres des provinces atlantiques?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je sais qu'une réunion doit avoir lieu d'ici la fin du mois. Même si le président du comité est un fonctionnaire fédéral, cela ne signifie pas que c'est à lui de décider quand le rapport sera présenté.

* * *

LES SPORTS

LA POSITION DU GOUVERNEMENT QUANT AUX COMPÉTITIONS ATHLÉTIQUES EN AFRIQUE DU SUD

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au premier ministre. Compte tenu du télégramme que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a envoyé à la Canadian Squash Rackets Association félicitant ses membres de leur décision de ne pas participer au tournoi international qui aura lieu à Johannesburg en Afrique du Sud, le premier ministre peut-il dire à la Chambre si ce télégramme est conforme à la politique du gouvernement en ce qui concerne la participation des Canadiens aux compétitions sportives qui ont lieu en Afrique du Sud?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je devrai prendre connaissance du texte du télégramme et il me sera ensuite possible de savoir s'il émane d'un enthousiaste du squash ou d'un membre du gouvernement. Je devrai examiner la question.

M. l'Orateur: Je signale aux députés que nous sommes à la fin de la période des questions. Je permettrai au député de New Westminster de poser une question supplémentaire, puis je donnerai la parole au député de Charlevoix et peut-être à un autre député, avant de passer à l'ordre du jour.

M. Leggatt: La teneur du télégramme a été communiquée à tous les députés. Compte tenu des faits qui ont été récemment révélés au sujet de l'exploitation de la main-d'œuvre dans les pays sud-africains par de grosses sociétés implantées au Canada, à savoir, Ford of Canada, Aluminium Company of Canada, Falconbridge...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député veut-il se rasseoir. La parole lui a été donnée afin qu'il pose une question supplémentaire. J'espère qu'il le fera maintenant.

M. Leggatt: Je vais poser ma question, monsieur l'Orateur. Le premier ministre indiquera-t-il à la Chambre si le gouvernement a l'intention de ne plus faire de largesses à ces sociétés implantées au Canada tant qu'elles ne se